***Reconstruction de l’Ukraine : l’aide financière occidentale face au trou noir de la corruption***

***Revue Conflits - Publié le 03 juin 2022***

La reconstruction de l’Ukraine nécessitera du temps et de l’argent. La corruption ancienne du pays sera un obstacle à surmonter pour assurer cette reconstruction.

L’idée d’une aide financière massive au profit de la reconstruction de l’Ukraine n’est pas nouvelle. Dès mars 2015, l’écrivain Bernard-Henri Lévy, soutenu par plusieurs personnalités politiques européennes, dont l’ancien ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, et par les oligarques les plus riches d’Ukraine à savoir, Dmytro Firtash, Victor Pintchouk, Rinat Akhmetov, avait présenté un « Plan Marshall pour l’Ukraine ». Son objectif était de mettre sur pied l’Agence pour la modernisation de l’Ukraine (AMU), un organisme devant être alimenté par un fonds spécial d’investissement de 300 milliards € récoltés auprès de l’Union européenne (UE), du Fonds monétaire international (FMI), mais également de différents fonds souverains. Ce projet s’avéra vite controversé en raison notamment de graves accusations de corruption autour des trois oligarques ukrainiens susmentionnés.

L’idée a cependant ressurgi avec plus de vigueur à la faveur de la guerre en Ukraine. Le 23 mai 2022, lors du Forum économique de Davos, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a réclamé une aide mensuelle de 5 milliards € aux dirigeants occidentaux pour reconstruire le pays. Des États et des institutions internationales rivalisent désormais dans l’annonce de sommes colossales dédiées à la reconstruction de l’Ukraine dans le cadre d’« un nouveau Plan Marshall pour l’Ukraine ». Et ce, au vu des destructions causées par la guerre et estimées à des « *centaines de milliards d’euros, dont plus de 100 milliards pour les seules infrastructures physiques»*.

Pourtant, le fléau de la corruption endémique, qui grève les perspectives de développement du pays depuis son indépendance en 1991, conduit à s’interroger sur le risque élevé de détournement de cette aide financière massive au profit d’individus corrompus et de puissants réseaux criminels.

Le constat unanime du fléau de la corruption à grande échelle

Peu avant la guerre, la communauté internationale, tout comme le peuple ukrainien, étaient unanimes dans leur condamnation de la corruption en Ukraine. En 2020, selon l’ONG Transparency International, l’Ukraine partageait le même indice de perception de la corruption que la Zambie ou la Sierra Leone. Pour sa part, en 2021, la Cour des comptes européenne (CCE), qui se veut être la « gardienne des finances de l’UE », avait déploré, dans un rapport intitulé *Réduire la grande corruption en Ukraine* que l’action de l’UE en faveur des réformes en Ukraine était inefficace en matière de lutte contre ce fléau. Elle ajoutait que des dizaines de milliards d’euros étaient perdus chaque année à cause de la corruption, des flux financiers illicites et du blanchiment de capitaux. Force était de constater le caractère endémique de ce fléau, qui avait pour conséquence d’entraver la concurrence et la croissance et de nuire au processus démocratique dans le pays. La CCE se disait alors *« consciente, depuis longtemps, des accointances entre oligarques, hauts fonctionnaires, responsables politiques, système judiciaire et entreprises publiques »* en Ukraine, et regrettait vivement l’échec de l’Union européenne à élaborer *« une véritable stratégie ciblant la grande corruption».*

L’octroi d’une aide financière colossale par les Occidentaux

Sans aucune garantie que les fonds débloqués seront utilisés comme prévu, les Occidentaux – outre l’aide militaire qu’ils fournissent massivement à l’Ukraine – lui ont octroyé une aide financière d’une ampleur inégalée depuis la Seconde Guerre mondiale :

* États-Unis (40 Mds$, soit plus que le PIB du Cameroun selon *Le Figaro* ;
* G7 (19,8 Mds$) ;
* UE (10 Mds pour les réfugiés en avril 2022 et 6 Mds € pour l’aide à la reconstruction en mai 2022) ;
* France (300 millions €) ;
* FMI (1,4 Mds d’aide d’urgence),
* sans compter une myriade d’autres initiatives de la part d’autres pays, d’institutions ou de personnes privées, comme l’illustre la collecte de 36 millions $ dans le cadre de la nouvelle plateforme de financement participatif « United 24 » du président Zelensky,
* Le 18 mai 2022, la présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen a annoncé son projet d’emprunt commun auprès des États de l’UE – inspiré du plan de relance post-Covid – pour financer la reconstruction de l’Ukraine et la mise en place d’un nouvel instrument financier intitulé *RebuildUkraine*, adossé au budget européen.

À cet égard, il est utile de rappeler que, dans les années 1990, une partie importante de l’argent injecté par les institutions internationales (FMI et Banque mondiale) pour sauver la Russie des dégâts causés par la « thérapie de choc », avait été massivement détournée et investie hors de Russie.

 L’Ukraine à la traîne des pays européens en dépit de ses richesses naturelles

 Ce pays de 44 millions d’habitants et d’une superficie comparable à celle de la France occupe les premières places mondiales dans la production agricole (tournesol, blé, maïs, sarrasin, pommes de terre, etc.) et détient 5% des ressources minérales de la planète.

Paradoxalement, le PIB par habitant de ce pays européen ne dépasse pas 3 726 dollars, soit légèrement supérieur à celui de l’Algérie, de la Tunisie ou des Philippines, bien loin derrière les USA (63 000 $), l’Allemagne (47 000 $), la France (38 000 $), la Russie ou la Chine (10 000 $) ou la Turquie (8 738 $).

Le salaire mensuel moyen en Ukraine ne dépasse pas 485 €. Quant aux pensions de retraite, près de 70% des retraités ukrainiens perçoivent une pension inférieure à 116 euros par mois. À noter que selon le UNHCR, par décision du gouvernement ukrainien, à compter de décembre 2014, 560 000 retraités vivant dans les républiques séparatistes pro-russes du Donbass n’ont plus perçu leur pension de retraite et ont été réduits à un état de misère, se nourrissant de pain et de thé.

Comment expliquer un tel décalage entre les immenses richesses naturelles du pays et le niveau de vie préoccupant de ses habitants ?

Un pays mis en coupe réglée par les oligarques depuis l’indépendance en 1991

À l’instar de la Russie et d’autres anciennes républiques soviétiques, l’Ukraine a été l’objet de vastes prédations de la part d’une poignée d’individus qui, dès le début des années 1990, se sont accaparé frauduleusement les matières premières et les industries du pays, dans le cadre du processus de privatisation des biens publics.

Le criminologue Alain Bauer a analysé le phénomène de cette captation des richesses de l’État par une poignée de proches du pouvoir en Russie. *« Ces nouveaux barons voleurs sont connus sous le nom d’oligarques »* écrivait-il en 2012. Ce constat s’applique de la même manière à l’Ukraine.

La journaliste Sophie Lambroschini écrit dans un article sur le système oligarchique ukrainien que *« la stabilité du régime politique ukrainien repose sur un équilibre précaire : les rapports de force entre quelques clans politico-économiques puissants, nés de la faiblesse du nouvel État ukrainien après l’éclatement de l’URSS en 1991 ».* *« Pendant de nombreuses années, ajoute-t-elle, ils ont assuré la défense et la multiplication de leurs fortunes par le biais de privatisations à prix cassés, l’octroi préférentiel de licences d’exploitation et de subventions publiques, l’impunité accordée à des pratiques d’extorsion par la force, parfois en lien avec des réseaux criminels ».*

Depuis l‘indépendance, les dirigeants ukrainiens sont souvent eux-mêmes des oligarques, tel l’ancien président Petro Porochenko, à la tête d’un empire commercial, dont la fortune est estimée à 1,7 milliard de dollars. Impliqué dans de nombreux scandales financiers, il est accusé de haute trahison pour avoir entretenu des liens commerciaux avec les séparatistes pro-russes du Donbass en 2014-2015.

Des oligarques tout-puissants à la tête du pays

Le quotidien d’investigation le *Kyiv Post*, qui a fait face, depuis 1995, à de nombreuses menaces, a publié, avant la guerre de 2022, une série d’enquêtes sur les oligarques ukrainiens, montrant leur rôle toxique pour l’économie du pays.

Parmi eux, certains soutiennent le pouvoir en place par le biais de parlementaires acquis à leur cause et membres du parti présidentiel « Serviteur du peuple » de Volodymyr Zelensky à la Rada ukrainienne.

Le nom du président est apparu dans les [Pandora Papers](https://projects.icij.org/investigations/pandora-papers/power-players/en/player/volodymyr-zelenskyy), une enquête internationale menée par 600 journalistes du Consortium international des journalistes d’investigation (CIJI), sur la fraude et l’évasion fiscales à l’échelle globale. À l’instar de Petro Porochenko, son rival du scrutin présidentiel de 2019, Zelensky aurait également dissimulé sa grande fortune dans plusieurs paradis fiscaux, avant de transférer ses parts à son conseiller, Serhiy Shefir.

Le prévisible retour en grâce des oligarques

Peu avant le déclenchement de la guerre, des oligarques ukrainiens et leur famille se sont enfuis à l’étranger, où ils possèdent de nombreux biens immobiliers, à bord de leurs avions privés. Certains d’entre eux détiennent un passeport de l’UE. Ils ne sont pas revenus en Ukraine en dépit de l’ordre de mobilisation générale qui oblige les hommes ukrainiens âgés de 18 à 60 ans à servir leur patrie et leur interdit de quitter le territoire national. On a vu, sur la Côte d’Azur, pendant ce conflit meurtrier, des Ukrainiens, pourtant en âge de combattre, au volant de voitures de luxe, loin du théâtre de la guerre.

Pour rappel, Rinat Akhmetov a fait l’acquisition en 2019 de la propriété la plus chère du monde, à savoir la villa « Les Cèdres », estimée à 418 millions $. Elle est située sur la Côte d’Azur, sur la « presqu’île des milliardaires », au Cap Ferrat. Au même endroit, Pintchouk est propriétaire de la villa « Sorentina » payée 137 millions $, tandis que Firtash a acquis la « Villa mauresque » pour une cinquantaine de millions $. Dans leur vicinité vivent l’oligarque ukrainien Pavel Fuks (Villa « Anastasia », 176 millions $), les députés ukrainiens prorusses Serhiy Lyovochkin et Igor Abramovitch. Non loin, l’homme d’affaires américain originaire d’Odessa, Léonide Blavatnik, est propriétaire du Grand Hôtel du Cap-Ferrat (150 millions $).

En septembre 2021, confronté au mécontentement croissant de la population qui, descendue dans la rue, exigeait du gouvernement des mesures contre l’influence abusive et délétère des oligarques sur la vie économique et politique du pays, Volodymyr Zelensky avait fait voter une loi sur les oligarques. Celle-ci devait entrer en vigueur le 7 mai 2022. Entretemps, les individus concernés ont une fois de plus tenté par tous les moyens d’assurer leur survie politique, voire à se positionner comme des acteurs incontournables de la reconstruction du pays dans l’après-guerre, à l’instar de Victor Pintchouk.

Au fil des trente dernières années, certains ont défendu des positions tour à tour pro-russes et pro-occidentales en fonction de leurs seuls intérêts privés. Plusieurs d’entre eux font l’objet de poursuite judiciaire et ont entretenu des liens avec des organisations criminelles, mais la lutte anticorruption n’est manifestement plus une priorité en temps de guerre en Ukraine. C’est ainsi que leur influence internationale leur assurera certainement un avenir serein dans le futur ordre mondial issu des récents bouleversements géopolitiques.

En conclusion, les fonds colossaux mis à la disposition de l’Ukraine par les dirigeants occidentaux au mépris de la corruption rampante qui y sévit depuis plusieurs décennies a pour effet de renforcer la position de certains oligarques pourtant responsables de la faillite du pays, ainsi que celle des réseaux criminels, grevant ainsi définitivement l’avenir du peuple ukrainien.

Dans un tel contexte, les timides déclarations des décideurs européens concernant leur volonté de lutter contre la corruption en Ukraine ne paraissent pas crédibles. Alors même que les pays occidentaux se trouvent confrontés à une crise économique d’une ampleur inédite et qu’une grave crise alimentaire mondiale se profile en raison de la guerre en Ukraine, la guerre devrait au contraire être l’occasion d’améliorer la gouvernance et la transparence dans ce pays.

**L’État ukrainien et les oligarques :**

Les exemples suivants illustrent la collusion entre l’État et les oligarques en Ukraine et les conséquences néfastes qui en découlent pour le pays.

**Ihor Kolomoïsky**, à la tête d’un empire médiatique, est le mentor du président Volodymyr Zelensky. Il a été gouverneur de Dnipropetrovsk. Selon le Kyiv Post, l’accession au pouvoir de Zelensky lui a permis de prendre le contrôle de l’entreprise pétrolière d’État Ukrnafta. Jusqu’à ses ennuis judiciaires aux États-Unis, il contrôlait également Centrenergo, entreprise nationalisée, qui assure 15 % de la production d’énergie de l’Ukraine. Il aurait obtenu le limogeage du Premier ministre réformateur Aleksiy Hontcharuk, qui s’opposait à son emprise sur le secteur de l’énergie. Kolomoïsky est poursuivi aux États-Unis – où il a acquis de nombreux biens immobiliers – pour corruption et blanchiment d’argent. Les fonds détournés en Ukraine (5,5 milliards de dollars) proviendraient de la banque ukrainienne Privatbank, qu’il a fondée et qui a été nationalisée en 2016. Il est également accusé de détournement de fonds provenant de Centrenergo. Il a financé plusieurs unités paramilitaires – dont le bataillon Azov – pour combattre contre les séparatistes pro-russes du Donbass.

**Le magnat Dmytro Firtash** contrôle une part substantielle du marché du titane en Ukraine et du secteur de la chimie. Il détient le monopole du secteur des engrais azotés et il est propriétaire de la plupart des sociétés gazières régionales. Il a longtemps maintenu une influence politique en Ukraine par le biais de ses chaînes de TV et de députés pro-Kremlin à la Rada. Il est accusé d’avoir détourné 360 ​​millions de dollars de fonds publics dans le secteur gazier. Les États-Unis ont tenté, il y a quelques années, d’obtenir son extradition, car il est accusé d’avoir versé 19,5 millions de dollars de pots-de-vin à des responsables indiens dans une vente de titane à l’entreprise américaine Boeing. Le département de la justice américaine l’a accusé d’entretenir des liens étroits avec le crime organisé russe. Son influence politique dépasse les frontières ukrainiennes. En Autriche, où il a été jugé, il a pu mettre à profit ses liens avec le Parti populaire autrichien (ÖVP) et sa proximité avec l’ancien vice-chancelier et ministre des Finances Michael Spindelegger, employant même l’ancien ministre de la Justice dans son équipe d’avocats. En 2021, Firtash a fait l’objet de sanctions économiques ukrainiennes pour la vente de titane à des entreprises russes du secteur de la défense.

**Le plus riche des oligarques ukrainiens, Rinat Akhmetov**, a fait fortune dans l’industrie sidérurgique et minière et la production d’électricité. Il est le propriétaire de l’aciérie de Marioupol, la plus grande d’Europe, qui a été assiégée par les forces russes. Ses entreprises contrôlent plus de 50 % du marché ukrainien du minerai de fer et extraient près de 70 % du charbon en Ukraine. Akhmetov a bénéficié des prix très bas de l’extraction fixés par les gouvernements successifs. Il a utilisé le réseau ferroviaire, qui appartient à l’État, pour transporter le charbon et le minerai de fer, notamment vers l’étranger, à un prix si dérisoire, que l’entreprise ferroviaire nationale Ukrzaliznytsya a travaillé à perte. Avec la hausse des prix du minerai de fer, Akhmetov s’est enrichi au fil des ans, sa fortune passant de 2,8 milliards $ à 7,6 milliards $ en 2021. Il exerce une influence sur une cinquantaine de parlementaires ukrainiens et sur l’opinion publique, par le biais de ses chaînes TV. Il assure la production de 25% de l’électricité du pays, ce qui lui confère un véritable levier en matière d’influence politique. Il a fait l’objet d’une enquête sur le programme « Rotterdam plus », qui obligeait les Ukrainiens à payer un supplément pour la fourniture d’’électricité afin de couvrir le coût de livraisons imaginaires de charbon depuis Rotterdam. Il a financé pendant plusieurs années le Parti des régions de l’ancien président prorusse Victor Ianoukovitch. En 2021, il a été accusé de fomenter un coup d’État contre le président Zelensky. Ayant dénoncé vigoureusement l’invasion russe en 2022, il est de retour en grâce auprès du pouvoir ukrainien.

**L’oligarque Victor Pintchouk** est le gendre de l’ancien président Léonid Koutchma qui a été embourbé dans de nombreux scandales de corruption. Il détient le monopole de la production de tuyaux métalliques. Il exerce une influence politique importante en Ukraine, en particulier grâce à son groupe de médias Starlight, et à l’étranger, grâce à sa présence chaque année au Forum économique de Davos, où il organise les « Ukrainian Breakfasts ». Par le biais de sa fondation : The Pinchuk Foundation, il est très actif dans les think tanks américains. Il fait don de sommes importantes à la Brookings Institution et à l’Atlantic Council. Comme d’autres oligarques, Pintchouk a également financé des initiatives à travers l’ensemble du spectre politique américain, de Donald Trump jusqu’à la Fondation Clinton. Il est le mentor de nombreux jeunes perçus comme de futurs décideurs politiques, dont il couvre les frais de scolarité dans des universités prestigieuses en Occident. En 2004, il a créé l’organisation Yalta European Strategy (YES) pour promouvoir l’adhésion de l’Ukraine à l’UE, puis il a préconisé en 2016 que l’Ukraine abandonne temporairement la perspective d’une adhésion à l’UE, exclue l’adhésion à l’OTAN et négocie avec la Russie en vue de garantir la paix. Il s’est affronté à l’oligarque Kolomoïsky dans le cadre de plusieurs procès pour corruption.

|  |
| --- |
|  |

À propos de l’auteur

Ana Pouvreau

Spécialiste des mondes russe et turc, docteure ès lettres de l’université de Paris IV-Sorbonne et diplômée de Boston University en relations internationales et études stratégiques. Éditorialiste à l’Institut FMES (Toulon). Auteure de plusieurs ouvrages de géostratégie.

Auditrice de l’IHEDN.